

**Accord professionnel**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE**  
**DES SALARIÉS NON CADRES**  
**(Franche-Comté)**  
**(18 février 2009)**

(Etendu par arrêté du 7 décembre 2009,  
*Journal officiel* du 15 décembre 2009)

**AVENANT N° 4 DU 18 JANVIER 2013**

NOR : AGRS1397115M

Entre :

La FRSEA de Franche-Comté ;

La FRCUMA de Franche-Comté ;

Les entrepreneurs du territoire de Franche-Comté,

D'une part, et

L'UR CFDT ;

L'UR CFTC ;

L'UR CGT-FO ;

L'UR CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

L'avenant n° 3 révisant l'accord régional de prévoyance des salariés non cadres de Franche-Comté étant erroné s'agissant du champ d'application de cet accord (ce qui fait obstacle à son extension), le présent avenant annule et remplace ledit avenant n° 3 en toutes ses dispositions.

Il est rappelé que l'accord régional de prévoyance est révisé au motif des évolutions subies par le régime depuis sa signature ; les partenaires sociaux ont également souhaité en clarifier la compréhension et les modalités de fonctionnement.

En conséquence, le texte contenu à l'article 4 du présent avenant annule et remplace, en toutes ses dispositions, le texte original de l'accord de prévoyance précité, qui prendra désormais le titre suivant : « Accord de prévoyance des salariés agricoles non cadres de Franche-Comté du 25 septembre 1998 modifié ».

**Article 2**

*Date d'effet*

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter de la date de sa signature.

### Article 3

#### *Dépôt et extension*

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

### Article 4

#### *Texte de l'accord régional de prévoyance révisé*

Ci-après, le texte intégral de l'accord régional de prévoyance dans sa nouvelle rédaction :

« ACCORD DE PRÉVOYANCE DES SALARIÉS AGRICOLES NON CADRES DE FRANCHE-COMTÉ  
DU 25 SEPTEMBRE 1998 MODIFIÉ

#### PRÉAMBULE

Le présent accord définit les modalités du régime de prévoyance mis en place au profit des salariés agricoles non cadres de Franche-Comté.

Ce régime assure les garanties suivantes :

- incapacité temporaire (arrêt de travail pour maladie ou accident du salarié) : versement de prestations complémentaires aux indemnités journalières du régime légal de sécurité sociale et remboursement des charges sociales afférentes ;
- invalidité permanente : versement de prestations complémentaires à celles servies par le régime légal de sécurité sociale ;
- décès ou invalidité permanente absolue : versement d'un capital.

#### Article 1<sup>er</sup>

#### *Champ d'application*

La présente convention est applicable sur le territoire de la région administrative de Franche-Comté aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie aux 1° (à l'exception des centres équestres, des parcs zoologiques et des activités d'horticulture, pépinières et maraîchage), 2° (à l'exception des entreprises du paysagisme, réalisation, entretien de parcs et jardins) et 4° de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Le présent régime est applicable quels que soient la nature du contrat de travail et l'âge du salarié.

Sont exclus du présent régime les salariés couverts par la convention collective nationale du 2 avril 1952, bénéficiant du régime de prévoyance prévu par cette convention et relevant, à ce titre, de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l'AGIRC.

#### Article 2

#### *Gestion du régime*

La gestion du présent régime de prévoyance est confiée à CRIA Prévoyance, institution de prévoyance régie par l'article L. 727-2 du code rural et de la pêche maritime et le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale, domiciliée aux 139-147, rue Paul-Vaillant-Couturier à Malakoff (92240).

Un protocole de gestion est établi entre les partenaires sociaux et l'organisme désigné, afin de prévoir les modalités de mise en œuvre des garanties prévues par le présent accord.

La collecte des cotisations ainsi que le versement des indemnités complémentaires en cas d'incapacité temporaire sont effectués par la mutualité sociale agricole (MSA) de Franche-Comté pour le compte de l'organisme CRIA Prévoyance selon les modalités définies entre eux.

## Article 3

### *Garantie incapacité temporaire*

Le présent accord garantit aux salariés non cadres compris dans son champ d'application un complément de salaire en cas de maladie ou d'accident, quelle qu'en soit l'origine, dès lors que les conditions suivantes sont remplies :

- le salarié doit avoir justifié son arrêt de travail par certificat médical dans les 48 heures ;
- le salarié doit être soigné sur le territoire français ou dans un autre pays de l'Union européenne ;
- l'arrêt de travail doit donner lieu à une prise en charge par la MSA au titre du régime de sécurité sociale de base.

Lorsque l'arrêt de travail est dû à un accident ou à une maladie professionnelle, le complément de salaire est versé dès le premier jour d'arrêt.

Dans les autres cas :

Salarié dont l'ancienneté continue dans l'entreprise est d'au moins 3 mois à la date de l'arrêt de travail :

Le complément de salaire est versé à compter du 8<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

Son montant doit permettre, compte tenu des indemnités journalières légales de sécurité sociale brutes versées par la MSA, le maintien de salaire à hauteur de :

- 90 % du salaire mensuel brut pendant une durée de 30 jours calendaires (augmentée de 10 jours par tranche de 5 ans d'ancienneté) ;
- puis 80 % du salaire mensuel brut à l'issue de la première période d'indemnisation ci-dessus, et ce tant que dure le versement des indemnités journalières au titre du régime de base.

Salariés dont l'ancienneté dans l'entreprise est inférieure à 3 mois :

Ils bénéficient quant à eux d'un complément de salaire permettant, compte tenu des indemnités journalières légales de sécurité sociale brutes versées par la MSA, le maintien de salaire à hauteur de 80 % du salaire mensuel brut :

- à compter du 68<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du 61<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail en cas de maladie professionnelle ou d'accident du travail.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'arrêt de travail.

Le versement de l'indemnisation complémentaire cesse :

- à la fin du versement des indemnités journalières de sécurité sociale ;
- ou à la liquidation de la pension de vieillesse de la mutualité sociale agricole ;
- ou à la date de reconnaissance par le régime de base d'un état d'incapacité permanente ou d'invalidité ;
- et au plus tard au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

La garantie incapacité temporaire est couverte par deux cotisations :

1. Une cotisation de 0,24 % prise en charge en totalité par l'employeur et couvrant le maintien de salaire à hauteur de 90 %, puis de 66,66 % au titre de son obligation résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail, pour les salariés bénéficiaires de cette disposition ;

2. Une cotisation de 0,23 % prise en charge par le salarié et couvrant :

- le complément de salaire en relais de l'obligation légale dite de "mensualisation" pour les salariés bénéficiaires de cette obligation ;

- le complément de salaire dû dès le 1<sup>er</sup> ou le 8<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail pour les salariés non bénéficiaires des dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail mais remplissant la condition d'ancienneté de 3 mois ;
- le complément de salaire dû après le délai de carence de 60 ou 67 jours pour les salariés non bénéficiaires des dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail et ne remplissant pas la condition d'ancienneté de 3 mois.

En cas d'arrêts de travail successifs, le complément de salaire est versé dans les limites indiquées ci-avant, par période de 12 mois à compter de la date du dernier arrêt de travail ou, en cas de rechute, à compter de la date du premier arrêt de travail.

Le salaire brut de base pris en considération pour le calcul du complément de salaire est identique à celui utilisé pour le calcul des indemnités journalières légales de sécurité sociale tel que défini par le code de la sécurité sociale.

En tout état de cause, le salarié en arrêt de travail ne pourra percevoir, par application des dispositions du présent accord, une rémunération nette supérieure à celle dont il aurait bénéficié s'il avait continué à travailler.

Les cotisations sociales patronales dues au titre des indemnités journalières complémentaires versées en application des dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail sont payées par l'organisme désigné pour le compte de l'employeur et financées par une cotisation "assurance des charges patronales" au taux de 0,09 %.

#### Article 4

##### *Garantie invalidité permanente*

Quelle que soit l'ancienneté du salarié dans l'entreprise, en cas de reconnaissance par la MSA de son invalidité au titre de la 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie (origine vie privée) ou s'il devient titulaire d'une rente au titre d'une incapacité professionnelle permanente d'un taux supérieur à 50 %, le salarié bénéficie d'une rente complémentaire à celle versée par la MSA et permettant de compléter cette dernière jusqu'à hauteur de 80 % du salaire brut de référence.

Le salarié bénéficie de cette indemnisation complémentaire tant que dure le versement de la pension d'invalidité du régime légal de sécurité sociale. L'indemnisation complémentaire cesse, en tout état de cause, le dernier jour du mois précédant la date d'attribution de la pension vieillesse ou de la pension pour inaptitude.

Le salaire de référence servant au calcul des prestations est le salaire annuel brut soumis à cotisations sociales versé au cours des 12 mois civils précédant la déclaration d'invalidité ou l'arrêt de travail ayant précédé cette dernière, reconstitué le cas échéant.

Le total des prestations versées par le régime de base et l'organisme désigné ne peut conduire le salarié à percevoir plus de 100 % de son dernier salaire net d'activité revalorisé.

#### Article 5

##### *Garantie décès ou invalidité permanente et absolue*

En cas de décès du salarié, il est versé aux bénéficiaires désignés un capital égal à 100 % du salaire de référence, auquel s'ajoute, le cas échéant, une majoration de 25 % du salaire de référence par enfant à charge.

Le bénéfice de la garantie décès est accordé à l'ensemble des salariés affiliés au présent régime sans condition d'ancienneté.

La définition de l'ayant droit est précisée dans la convention de gestion conclue entre les partenaires sociaux et l'organisme désigné.

Le salaire de référence correspond à la rémunération brute totale perçue au cours des 12 mois civils précédant le décès, reconstituée le cas échéant et limitée aux tranches A et B définies pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

Le capital décès peut être versé par anticipation au salarié, à sa demande, lorsque ce dernier se trouve placé en invalidité permanente et absolue, à savoir en cas de :

- reconnaissance de l'invalidité de 3<sup>e</sup> catégorie par la sécurité sociale ;
- ou invalidité permanente au titre d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle reconnue par la sécurité sociale à un taux de 100 %, avec obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie au sens de la sécurité sociale.

Le décès postérieur du salarié n'ouvre pas droit à un nouveau versement du capital décès.

## Article 6

### *Suspension du contrat de travail*

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) indemnisé au titre du présent accord, les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail donnant lieu à rémunération ou indemnisation à un autre titre que celui du présent accord, le bénéfice des garanties ainsi que le versement des cotisations patronales et salariales sont maintenus.

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant lieu ni à rémunération, ni à indemnisation à quelque titre que ce soit, le bénéfice des garanties ainsi que le versement des cotisations sont suspendus.

## Article 7

### *Exclusions*

Les cas d'exclusion du bénéfice des garanties définies par le présent accord sont prévus par le protocole de gestion conclu avec l'organisme gestionnaire.

## Article 8

### *Taux et répartition des cotisations*

Les garanties prévues par le présent accord sont financées par des cotisations versées par l'ensemble des employeurs et des salariés entrant dans son champ d'application, dès l'embauche ; les taux de ces cotisations sont les suivants :

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX de cotisation patronale	TAUX de cotisation salariale	TAUX de cotisation total
Incapacité temporaire :			
– mensualisation	0,24	–	0,24
– couverture hors mensualisation et relais mensualisation	–	0,23	0,23
– assurance des charges patronales	0,09	–	0,09
Incapacité permanente	0,18	–	0,18
Décès	0,11	0,04	0,15
Total	0,62	0,27	0,89

Les cotisations ci-dessus sont assises sur les salaires servant de base au calcul des cotisations d'assurances sociales.

La part de cotisation à la charge du salarié est déduite par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique spécifique.

## Article 9

### *Modalités d'application*

Tout employeur, lié par le présent accord, est tenu de souscrire un bulletin d'adhésion auprès de l'organisme désigné pour l'ensemble de son personnel entrant dans le champ d'application défini à l'article 1<sup>er</sup>.

1. Les entreprises ayant souscrit, antérieurement à la date initiale de mise en place du présent régime, un contrat collectif obligatoire couvrant des risques de même nature et ayant fait le choix de le conserver doivent adapter leur régime d'entreprise le cas échéant, afin de s'assurer que le niveau des garanties qu'il prévoit demeure supérieur à celui des garanties prévues par le présent accord.

Dans le cas contraire, ces entreprises ont l'obligation de rejoindre le présent régime conventionnel à l'échéance du délai de résiliation de leur contrat d'entreprise et, en tout état de cause, dans un délai maximal de 1 an suivant la date à partir de laquelle le niveau des garanties est devenu globalement inférieur ou équivalent à celui du présent accord.

Lorsque l'une de ces entreprises rejoint le présent régime, que ce soit à titre volontaire ou obligatoire, une pesée spécifique du risque est effectuée, et l'organisme gestionnaire calcule le cas échéant la cotisation supplémentaire à appliquer à cette entreprise, afin de préserver l'équilibre financier du régime conventionnel.

2. Les entreprises entrant nouvellement dans le champ d'application du présent accord doivent obligatoirement adhérer au régime de prévoyance conventionnel. Celles qui disposent déjà d'un contrat d'entreprise couvrant des garanties de même nature disposent toutefois d'un délai pour rejoindre le présent régime ; ce délai court à compter de la date d'entrée dans le champ d'application du présent accord jusqu'à l'échéance du délai de résiliation du contrat d'entreprise et, en tout état de cause, pour une durée maximale de 1 an.

Lorsque l'une de ces entreprises rejoint le présent régime au-delà du délai fixé ci-dessus, une pesée spécifique du risque est effectuée, et l'organisme gestionnaire calcule le cas échéant la cotisation supplémentaire à appliquer à cette entreprise, afin de préserver l'équilibre financier du régime conventionnel.

En application des lois n° 89-1009 du 31 décembre 1989, n° 94-678 du 8 août 1994 et n° 2001-624 du 17 juillet 2001, sont garantis à la prise d'effet de l'adhésion au régime :

- l'indemnisation intégrale pour les participants en arrêt de travail dont le contrat de travail est en cours à la date d'effet, alors qu'il n'existe aucun assureur précédent ;
- les revalorisations futures portant sur les indemnités journalières et rentes invalidité en cours de service, que le contrat soit rompu ou non ;
- le maintien des garanties décès, que le contrat de travail soit rompu ou non, pour les bénéficiaires de rentes d'incapacité et d'invalidité versées par un organisme assureur, sous réserve du transfert des provisions effectivement constituées par le précédent assureur.

Ce maintien prend effet sous réserve, d'une part, que les entreprises concernées communiquent un état détaillé de ces bénéficiaires et, d'autre part, que le précédent organisme assureur transmette les provisions effectivement constituées à la date de résiliation de son contrat, en application de l'article 30 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 modifiée.

## Article 10

### *Suivi*

Conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, le réexamen des modalités d'organisation de la mutualisation des risques devra intervenir selon une périodicité de 3 ans.

Le ou les prestataires désignés pour assurer les garanties prévues par le présent accord sont choisis, conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, pour une période de 5 ans au maximum par les partenaires sociaux, sur proposition d'une commission paritaire.

Cette commission est constituée d'un nombre égal de représentants des organisations salariales et patronales signataires et/ou reconnues représentatives des salariés couverts par le présent accord.

Elle assure le suivi et le contrôle de l'exécution des contrats passés avec les prestataires. Elle examine le cas échéant les propositions de modification faites par l'organisme gestionnaire et peut elle-même effectuer des propositions de modification du régime et de ses modalités de gestion et de fonctionnement. A cet effet, elle se réunit, en tant que de besoin, à la demande d'un des collèges et au moins une fois au cours de la période annuelle, afin de faire le point sur les résultats techniques et sur les conditions dans lesquelles le ou les organismes désignés gèrent les garanties qui leur sont confiées. Elle rend compte de ses constatations et de ses propositions aux partenaires sociaux réunis en commission mixte.

## Article 11

### *Changement d'organisme gestionnaire*

En cas de changement d'organisme assureur, les partenaires sociaux doivent organiser avec le nouvel organisme la poursuite des garanties prévues par le présent accord ainsi que la prise en charge des indemnisations en cours et leur revalorisation.

L'organisme gestionnaire initialement désigné transfère au nouvel assureur les provisions mathématiques correspondant aux prestations en cours de service à la date de résiliation ainsi que l'ensemble des éléments financiers relatifs au régime de prévoyance. Ces provisions mathématiques sont calculées sur la base des prestations à leur niveau atteint à la date d'effet de la résiliation, en application de la réglementation en vigueur.

Ainsi, le nouvel assureur procédera au versement desdites prestations jusqu'à leur terme. L'organisme gestionnaire initialement désigné sera de ce fait libéré de toute obligation après transmission de tous les éléments constituant les provisions mathématiques transférées.

## Article 12

### *Révision*

Les parties signataires ou ayant adhéré au présent accord ont la possibilité d'en demander la révision par lettre recommandée adressée aux autres organisations signataires. La demande de révision doit spécifier les articles auxquels elle s'applique et formuler le nouveau texte proposé.

Les demandes de révision seront examinées au cours de la réunion annuelle prévue plus haut, sauf si la partie demanderesse précise le délai dans lequel elle souhaite voir sa demande en révision examinée, ce délai ne pouvant être inférieur à 2 mois suivant la date de réception de la lettre recommandée.

## Article 13

### *Dénonciation*

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de 3 mois dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 à L. 2261-14 du code du travail.

En cas de dénonciation par la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, une nouvelle négociation doit s'engager dans les 3 mois qui suivent la date de fin du préavis.

Si un nouvel accord est substitué au précédent, ce dernier continue de produire ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord.

A défaut de conclusion d'un nouvel accord, l'accord dénoncé continue de produire effet pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration du délai de préavis, et l'organisme assureur maintient les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date.

#### Article 14

##### *Entrée en vigueur*

Le présent accord de prévoyance est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

#### Article 15

##### *Dépôt et extension*

Le présent accord est déposé auprès des services de l'Etat conformément aux dispositions légales, et son extension est demandée. »

Fait à Besançon, le 18 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### LISTE CHRONOLOGIQUE DES TEXTES

---

Accord de prévoyance du 25 septembre 1998, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Avenant n° 1 du 18 novembre 1999 (taux de cotisation et répartition).

Avenant n° 2 du 18 février 2009 (mise à jour du texte et révision des taux de cotisation).

Avenant n° 3 du 10 septembre 2012 (révision de l'accord), annulé et remplacé par l'avenant n° 4 du 18 janvier 2013.